



Que les débats commencent !



© Eva Eustache

L'assemblée plénière se remplit peu à peu : membres du Conseil et du Parlement européen se retrouvent pour l'ouverture de la première séance plénière. Les figures emblématiques de cette séance, M. Laverdure, coprésident du Parlement européen S&D et Mme Violette, coprésidente du Parlement européen au PPE s'assurent que l'ordre du jour est adopté : cela marque **le début officiel de cette journée déterminante pour le reste des discussions !**

L'ordre du jour débute avec les mots d'encouragement de Mme. Anne Beretti et de M. Jason Rivest, coprésidence 2023, adressées aux participant.es. Puis Mme **Marianne Wetter, présidente du Conseil "Justice et Affaires Internationales"** prend place devant l'assemblée et précise la position du Conseil. Elle n'est pas indifférente à la devinette publiée la veille dans le journal Perspecquétive et répond en **invitant Chypre, Malte et la Pologne à débattre**. Quelles sont donc les attentes de cette rencontre ? Une question qui plane et attise la curiosité de tous.

M. Ghazi Rifai, président du Conseil "Transports, télécommunications et énergie", monte ensuite au pupitre pour exposer son discours. Mme Violette et M. Laverdure rappellent par la suite les règles essentielles du RIPES afin que la séance se déroule dans les meilleures conditions.

Puis, place aux **discours des différents groupes politiques du Parlement européen**. Montre en main pour chaque président.e.s des groupes : ils ont cinq minutes pour exposer leur discours. Mme Vandermissen, présidente du PPE, M. T. Vadnais-Lapierre, président du S&D, M. J. Lavoie, président du RE, M. G. De Maeyer, présidente de la CRE, Mme J. Cauwe, présidente de l'ID, Mme L. Raineri, présidente des VERTS et M. A. Schaeffer, président de The Left prennent tour à tour la parole. Après une courte pause, la matinée s'est poursuivie avec **les débats sur les textes des diverses commissions**.



Commission CULT

M. Laverdure, coprésident au Parlement européen au S&D, ouvre le débat sur le texte de la commission CULT. Les rapporteur.e.s fictifs ont trois minutes pour exposer leur position sur la communication sur les violences éducatives ordinaires (VEO). Les député.e.s Maury (PPE), l'Haridon (S&D), De wilde (CRE), Laguerre (RE), Robert (ID), Murat (Verts) et Barry (The Left) prennent tour à tour la parole non sans désaccord. Le texte sur la commission CULT a laissé place à **des discours captivants, aussi bien complémentaires que divergents** dans les idées selon les parties politiques. **La rapporteure du PPE n'est pas passée inaperçue** au sein des autres groupes politiques lorsqu'elle a fait référence à leur ligne politique : **“Est-ce qu'une petite tape ou un moment au coin est véritablement une violence et cet acte aura-t-il réellement des conséquences psychologiques sur l'enfant tout au long de sa vie ?”**. Une fabulation à méditer ?



© Eva Eustache

Commission LIBE

La session d'aujourd'hui sur l'immigration a été marquée par **d'intenses discussions**. La rapporteure Baron (The Left) a certes salué le travail des commissaires, mais a demandé une réglementation plus poussée et l'égalité des chances pour tous. Les groupes de droite, CRE et ID, se sont fait remarquer par des interventions qui soulignent le virage à droite de l'Europe. La rapporteure fictive Secat a critiqué **les faiblesses du système face à l'islamisme et a qualifié les immigrés illégaux de menace pour le territoire**.

ID a déclaré : « Nous ne céderons pas à la mise en place d'une république islamique ».

Les interventions des députés ont été marquées par de violents affrontements au sein des groupes de gauche. **L'unité entre les partis de gauche, si souvent espérée, n'était pas perceptible. L'annonce par la députée Bakali (S&D) de son intention de quitter son groupe politique pour rejoindre les députés non inscrits a été particulièrement explosive.** Elle s'est sentie trahie par son groupe et l'a qualifié non pas de « sociaux-démocrates mais plutôt sociaux-traitres ».



Commission TRAN

La séance plénière s'est conclue par le texte de la commission TRAN. Madame la commissaire Justine Piollé, a dû faire face à une **motion de censure** de la part de la cheffe d'ID, Josephine Cauwe, avant même d'avoir pu prendre la parole. Une motion déposée pour défaut de base légale de la directive, mais qui a finalement été retirée du fait de la modification de cet article. La commissaire et la rapporteure ont manifesté **l'urgence climatique** et le besoin de valoriser des **modes de transport respectueux** de l'environnement. Il faut l'optimiser sous tous les angles : le fret, le transport d'individus, les transports multimodaux... Le but est de rendre ces modes de transport plus compétitifs en zones urbaines comme rurales tout en favorisant leur inclusivité. En effet, l'objectif est aussi de les rendre accessibles à tous. Le duo commissaire-rapporteure manifeste le besoin de **redevances** qui vont jouer un rôle crucial. Comme l'a dit Mme Piollé : **"l'argent est le nerf de la guerre"**. Il faut par conséquent les accroître pour améliorer le réseau ferroviaire. Les rapporteurs fictifs ont ensuite pris la parole pour donner leur première vision des textes.



© Eva Eustache

Si **Identité et Démocratie** démontre **une politique totalement déconnectée de la réalité**, les partis de l'autre côté de l'hémicycle étaient eux beaucoup plus enthousiastes de l'intérêt qui était porté à **l'inclusivité et à l'environnement**. Les **Verts** soutiennent totalement le développement du ferroviaire pour **désenclaver les zones rurales** et lutter contre le changement climatique. Le rapporteur de S&D a joué sur l'illustration de la situation du "petit Jimmy" en besoin de transports pour se déplacer, pour montrer l'intérêt de développer le réseau ferroviaire. S'en est suivi les tours de parole des différents députés, dont certains ont eu des trajets en avion à reprocher à la commissaire et la rapporteure. Mme. Anaïs Remazeilles, députée de la CRE, a notamment fait part du moyen de transport qu'a emprunté Mesdames Chikhouné et Piollé pour venir jusqu'à l'hémicycle : **deux avions**.

Madame Remazeilles a évoqué d'autres possibilités qui auraient pu être envisagées comme **le bateau ou discuter en distanciel**. Les députés d'ID ont eux mis en avant l'idéalisme de la directive, qui entrainerait toujours plus de taxes cachées ou même la difficulté pour des parents d'aller chercher leurs enfants en transport... "remplis d'étrangers". Les députés de The Left ont, eux, plutôt insisté sur l'intérêt de mettre le rail sous le jargon public pour éviter le monopole d'entreprises "se faisant des milliards".

Enfin, l'énième intervention marquante de cette fin de plénière est celle de la **fracassante députée Bakali**. Une député qui avait plus tôt dans la journée demandé à quitter le groupe des **"sociaux-traitres"** pour rejoindre l'extrême gauche. En effet, Mme. Bakali n'a pas peur d'affronter l'extrême droite, les qualifiant "de chiens de garde des milliardaires".



Un premier tour de parole en toute fermeté, ou presque



© Eva Eustache

Ce lundi 29 juillet 2024, **les premières discussions concernant le règlement sur le droit d’asile par la formation du Conseil JAI prenaient place.** Les premières prises de parole ont notamment manifesté le souci de gestion et d’organisation de l’arrivée des demandeurs d’asile dans l’union. Plusieurs ont témoigné d’un manque de coordination, solidarité et de contrôle des Etats-membres pour faire face à cette vague migratoire. Les Etats-membres aux frontières de l’Union l’ont manifesté d’autant plus. C’est notamment le cas de Malte. La ministre de Malte, Mme. Léa Bernard, a évoqué le cas de son pays en expliquant que son territoire recevait une masse conséquente de migrants. Une masse difficile à gérer pour un territoire aux petites terres. D’autres encore plus retranchés dans leurs propos l’ont manifesté par le souhait **d’éviter à l’Europe de porter toutes les misères du monde.**

La ministre italienne a annoncé vouloir cesser de financer les voyages de familles sans papiers. **Évoquant une Italie “envahie par la migration”, la ministre appelle à la solidarité face à cette “invasion”.**

D’autres positions se sont montrées plus nuancées, voire enclines à la gestion migratoire. **Des solutions ont d’ores et déjà été évoquées et qui seront probablement discutées tout au long de la semaine.** Si certains comme l’Estonie appuient la mise en place d’une agence européenne pour l’asile, un partage plus équitable des migrants dans l’Union européenne, d’autres admettent quand même qu’il est important de considérer ce pour quoi les migrations ont lieu : la guerre, le changement climatique. **Les demandeurs et demandeuses d’asile doivent pouvoir vivre dans la dignité selon le ministre de la Finlande.**



PERSPECQUETIVE

Mardi 30 juillet 2024 • 26e année • N° 2 • Québec



La ministre du Portugal semble, elle, considérer son territoire comme l'un des derniers "bastions humanistes" de l'Union européenne. **La ministre portugaise souhaite des modifications concrètes au niveau budgétaire en matière d'asile et de migration.** Elle estime que les élections récentes ont favorisé une "poussée de la droite et des ailes à un certain courant anti-demandeur d'asile [qui se sont] vraiment ressentis lors de ce Conseil". Une position à laquelle le ministre de l'Intérieur espagnol semble se rapprocher en considérant que ses "collègues ont l'air d'avoir oublié que l'Europe est une terre de droits humains".

Les lobbyistes ont par la suite pu diffuser un message d'espoir en soulevant la question de l'organisation et de l'équité avec une touche d'humanisme comme moyen de gestion des migrants. **Leur désir est de sensibiliser les décideurs politiques pour faire preuve de bonne foi et d'humanité afin de ne pas empirer ce qui apparaît déjà chaotique.** La

représentante d'Amnesty International, Kenza Naciri, affirme vouloir protéger toujours et davantage les droits des demandeurs d'asile. La Croix rouge a, quant à elle, illustré son désir que les droits des demandeurs d'asile soient respectés et protégés pour un avenir meilleur. La représentante d'intérêt a illustré son propos par l'histoire de Leïla qui a traversé un long chemin difficile pour quitter son pays.

Un chemin qui s'empire une fois arrivé dans l'UE entre les conditions inhumaines et les centres d'accueil bondés.

In fine, Mme. Marianne Wetter, **présidente hongroise du Conseil**, nous a confié quelques réactions concernant ces premiers échanges : **"la Hongrie est globalement très satisfaite de ce premier tour de parole"**. Madame Wetter est ravie de la façon dont ses collègues se sentent concernés à propos des intérêts nationaux de leur Etat-membre et de la protection de leurs citoyens. **La présidence hongroise reprend les termes de la France : "insister sur la fermeté" lors des débats.**



Rencontre avec Mme Daban, rapporteuse fictive de la commission LIBE

Pouvez-vous nous donner vos ressentis sur cette première journée de débat ?

C'était assez **mouvementé** et malheureusement les parties d'extrême se sont éloignées du cœur du débat et notre objectif pour les prochaines séances seront sans faire de jeu de mots de recentrer le débat.

Quelle est votre réaction suite aux propos tenus par la présidence hongroise de la formation JAI lors de l'ouverture de l'assemblée plénière de ce matin ? Comment gérez vous cette situation au sein de votre groupe ?

Ses propos s'éloignent des **valeurs démocratique** et des droits fondamentaux que promeut l'Union européenne. En tant que groupe politique démocratique chez nous, Renew, on espère que la présidence pourra reconsidérer ses propos afin d'être en accord avec les valeurs de l'Union européenne.



Rapporteuse fictive Mme Daban
- LIBE

Vous êtes la rapporteuse fictive de la commission LIBE, quelles sont les mesures que vous souhaitez mettre en place concernant la politique d'immigration ? Sur le sujet précis de l'agence frontex, quelle est votre position ?

Nous voudrions mettre en place des **mesures** concernant la coopération européenne.

Malheureusement, je pense que ce sujet a été beaucoup évité dans la composition et même dans les textes de la commission ou du rapporteur.

Cela cause problème aussi bien au niveau des réfugiés qui sont tous entassés. On a bien vu la situation cette année en Italie. Et nous aimerions que chaque État européen prenne ses **responsabilités**.

Bien évidemment, nous soutenons l'agence Frontex qui est une chance à échelle européenne mais [il faudrait mettre] beaucoup plus d'outils à leur disposition afin de garantir les **droits fondamentaux** et les principes de notre Union européenne. Comme par exemple des mesures visant à encourager et soutenir les pays qui sont directement à la frontière de l'Union européenne, qui subissent malheureusement l'effet d'une immigration massive mais mal gérée.



Le Specqtacle

Jouez aux devinettes dans Perspecquétive, et qui sait, peut-être que vous en apprendrez un peu sur la SPECQUE...

Quel groupe politique au Parlement Européen a perdu un.e membre durant l'Assemblée Plénière ?

- a. Identité et démocratie, le.a député.e trouvait qu'il y avait trop de démocratie et pas assez de racisme
- b. Renew Europe, le.a député.e renouvelle son offre politique et prend enfin position
- c. La Gauche, le.a député.e ne connaissait pas sa gauche et sa droite (iel est pressenti.e chez Renew)
- d. S&D, le.a député.e s'est rappelé.e qu'iel était de gauche

Quel homme politique a-t-il reçu un vibrant et subtil hommage de la part de la présidente hongroise du Conseil ce matin par la locution "make europe great again"

- a. Donald Trump
- b. François Hollande
- c. Catherine II de Russie
- d. Victor Orban

Le groupe Identité et Démocratie a déposé une motion de censure irrecevable ?

- Vrai
- ou
- Faux

Qui a dit "nous voulons être l'adulte dans cette pièce"

- a. Anne-Laure Vandersmissen, présidente PPE en off à un.e député.e de son groupe
- b. Thierry Vadnais-Lapierre, président des S&D dans son discours d'introduction

Les réponses du 29.07.2024 :

1. Les CRE n'avaient en effet pas reçu le mémo, ils pensaient encore que la Gauche était communiste, le conservatisme a de mauvais penchants.
2. La Pologne
3. La Lituanie fête deux indépendances différentes et un roi, mais la Constitution de 1875, c'est les Tonga
4. C'est vrai, de 1973 à 1982
5. C'est le drapeau de la francophonie



Repéré.e en plénière...

La commissaire Mme. Justine Piollé prise en flagrant délit de sieste en plénière, illustration d'une passion dévorante pour le texte de Mme la commissaire DELMARCHE...